









5

1245 1837



Accidents du travail

~~1921~~  
1921







Séance du Mardi 22 février 1921

Présidence de M. Cordellet P<sup>r</sup>

Présents M. M. Cordellet, Duquocier, Andrieux, Lemoine

Excusé M. Bienvenu Martin

Suite de l'examen de la proposition de loi instituant des allocations temporaires en faveur de certaines catégories de bénéficiaires de rente antérieurement à la loi du 9 avril 1898.

Audition de M. Daniel Vincent Ministre du Travail et de M. Delattre Directeur général de la Caisse des Dépôts et consignations

M. Daniel Vincent

La proposition qui vous est soumise a été adaptée le 20 décembre par la Chambre. Elle est urgente. Je ne vous ferai pas l'historique de son vote; elle est née de toute une série de propositions émises de membres de différents partis depuis les socialistes jusqu'à la droite. C'est vous indiquer de quel mouvement d'opinion elle est née. Elle ne touche pas à la loi de 1898 elle ne fait que l'harmoniser avec les conditions nouvelles de la vie et de l'ordre de choses nouveau créé par la guerre. L'effort financier qu'elle exige n'est pas demandé à l'Etat mais aux communes et à l'industrie. On a considéré qu'il y avait solidarité non entre le patron même et l'ouvrier mais entre l'entreprise et l'ensemble des ouvriers. C'est dans leur permanence que les entreprises trouvent leur prospérité c'est en vertu de cette permanence que l'entreprise est responsable vis à vis de ses ouvriers anciens comme de ses ouvriers présents. Il y a là une mesure de solidarité qui ne me semble point contestable.

On peut discuter sur le quantum de l'augmentation et sur le nombre des bénéficiaires, mais il me semble que le double principe : nécessité d'une augmentation des rentes



et responsabilité globale du commerce et de l'industrie peuvent difficilement soulever des objections.

Un régime provisoire est prévu pour la période allant du 1<sup>er</sup> janvier 1921 à la date de la promulgation de la loi. Les allocations complémentaires dues pour cette période, seront payées par le fonds de garantie institué en vertu de la loi de 1898.

Je demande donc à la Commission de bien vouloir adopter le projet.

M. Londelet D<sup>t</sup>

La question n'est pas aussi simple que vous venez de l'indiquer Monsieur le Ministre.

Il y a d'abord trois questions à poser: Quels seront les bénéficiaires de la loi, quel est le taux de majoration qu'on doit adopter enfin quelle est la dépense à prévoir et qui la supportera.

La proposition votée par la Chambre admet un nombre de bénéficiaires considérable: elle a en effet abaissé à 40% le taux d'invalidité suffisant pour bénéficier de la loi. Le Gouvernement avait présenté un projet de loi qui fixait ce taux d'invalidité à 75%. Le nombre des bénéficiaires et le chiffre de la dépense se trouvaient considérablement réduits. La dépense n'était plus, je crois, que de 9 millions. Dans ces conditions l'Etat pouvait supporter cette nouvelle charge. Mais la proposition adoptée par la Chambre a abaissé à 40% le taux d'invalidité, la dépense s'est immédiatement élevée à 29 millions. Dans ces conditions la Commission du budget de la Chambre a refusé de mettre ces 29 millions à la charge de l'Etat et l'a laissée à la charge des patrons.

Croyez-vous que ce soit bien le moment de demander un nouveau sacrifice à l'industrie et au commerce?

M. le Ministre.

Les Chambres de commerce en général approuvent en faveur du projet voté par la Chambre.



- M. le Président. Ormement - elles les charges financières. Sauront-elles que elle se montent à 12 millions par an.
- M. le Ministre. Les Chambres de commerce demandent que la dépense soit supportée par le fonds de garantie.
- M. Lurion. Le principe de l'insuffisance des pensions paraît reconnu par tout le monde si un relèvement est accordé le fonds de garantie est la payer cela.
- M. Delataur. Le fonds de garantie serait absorbé dès la première année et cela n'avancerait aucunement le commerce et l'industrie car l'année suivante je serais obligé de recouvrer sur ces sommes que j'aurais payé.
- M. Lurion. Non car là le fonds de garantie n'aurait pas eu à suppléer à une défaillance des débiteurs la loi de 1898 ne s'appliquant pas.
- M. Delataur. Alors le fonds de garantie n'est pas fait non plus pour payer les suppléments d'allocations. C'est ce qui a fort bien compris la Commission du budget de la Chambre qui a créé un fonds spécial pour la majoration des rentes. Les 12 millions que possède actuellement le fonds de garantie ont un autre but: il sont faits pour parer aux insolvabilités des débiteurs.
- M. Lurion. Le revenu de ces 12 millions et le produit des remboursements annuels suffit pour faire face aux besoins annuels. Les 12 millions dorment inutilement.
- M. Delataur. Nous avons eu beaucoup de mal à le constituer. En outre la situation n'est pas aussi sûre qu'il vous semble de croire du fait de la baisse de certains titres les réserves mathématiques de certaines compagnies sont faibles. Ce n'est pas le moment de toucher au fonds de garantie.
- J'ajoute que ce fonds serait mangé en six mois que fait-il vous après: la même question se poserait à nouveau et les rentiers n'auraient plus de garantie.
- M. Lurion. Si vous trouvez la loi de 1898 intangible pour le fonds de



garantie trouve la intangible pour l'aut, et n'allég pour  
majorer les pensions fixées en vertu de cette loi.

M. Delatour

Nous acceptons de supporter les frais du régime provisoire  
et encore à condition que ce provisoire ne soit pas trop long  
en six mois le fonds de garantie cessant des faire. C'est  
pourquoi je désire si le projet doit être voté qu'il le soit  
le plus tôt possible.

M. le Ministre

Pour d'autres raisons j'ajoute également sur l'urgence  
du vote du projet. Le monde ouvrier l'attend avec impatience  
il y a vraiment des situations lamentables auxquelles  
il est indispensable de remédier.

M. le Président

Je ne puis proférer des déclarations de la Commission  
en tous cas je vous promets que nous allons en  
délibérer rapidement et que nous vous donnerons une  
solution qui vous permette de sortir de la période  
d'attente où vous êtes.

M. le Ministre se retire

La séance est levée  
Le Président.



Séance du ~~jeudi~~ Mardi 1<sup>er</sup> Mars 1921

Présidence de M. Cordelet

Présents M. M. Cordelet, Duquair, Couron, Courmégelange  
Gérard. Excusé M. Bienvenue Martin

M. P<sup>t</sup>

Vous avez entendu à la dernière séance M. le Ministre des Travaux  
publics que le moment est venu de statuer sur le projet de loi.  
Je vais recueillir vos avis.

M. Duquair

J'accepte le projet dans son principe : j'estime qu'il y a  
quelque chose à faire pour les rentiers antérieurs à 1920.  
et dans ses grandes lignes j'approuve le projet de la Chambre  
sous réserve de quelques modifications de détail. Les objections  
juridiques que nous a faites M. le Président au sujet des  
caractères rétroactifs de la loi me paraissent exactes mais  
nous traversons de telles circonstances que je crois devoir  
ne pas m'arrêter à cela. Je vote pour le projet.

M. Gérard

Le projet est tout à fait préjudiciable au commerce  
étant donné la crise qu'industrie et commerce traversent  
au moment. On ne peut imposer aux exploitants  
une charge comme celle qui résulte du projet de la  
Chambre. Le projet ne doit pas venir en discussion.

M. Couron

J'ai déjà exposé à la Commission les raisons qui  
font que je m'oppose au projet. Il arrive trop  
tard ce n'est pas au moment où la vie a tendance  
à baisser qu'il faut donner des allocations de vie chère  
surtout dans une proportion aussi large que celle  
qui est prévue par le projet de la Chambre.

Rejeter sur l'industrie une pareille charge ce serait soule-  
ver un tollé général quand à l'Etat je ne crois pas que  
son budget soit dans une telle situation qu'il puisse  
supporter ces trente millions de dépenses.

M. Courmégelange

Je suis également opposé au projet qui constituerait



pour le commerce et l'industrie une charge qu'il lui serait difficile de supporter dans les circonstances présentes.

M. Coudelet-P.

Le caractère relevé de la loi, l'insistance qu'il y aurait à mettre sur les bras du commerce et de l'industrie des suppléments de rente qu'ils ne doivent pas payer que je ne saurais me rallier au projet de la Chambre. Si quelque chose doit être fait, cela incombe à l'Etat.

M. le Président

L'opinion de la majorité de la Commission ne paraît bien nette. M. Bieuven Martin qui n'a pu se rendre à notre réunion est favorable à la loi ainsi qu'il me l'a écrit. En tenant compte de son vote malgré son absence nous serions quatre contre deux pour la repousser tout au moins en ajournant la discussion.

Avant de désigner le rapporteur qui devra être pris dans la majorité je vous propose de me laisser le soin de voir M. le Ministre du Travail qui aurait peut-être à vous proposer une solution transactionnelle à vous proposer. (Assentiment)

Si le Gouvernement maintient le projet de la Chambre nous aurons alors à statuer définitivement.

Le Président



Séance du Jeudi 21 Avril 1921

Présidence de M. Ardelet Président.

Présents M. M. Breuvenne-Martin, Ardelet, Auguier  
Lauron.

Audition de M. Daniel Vincent Ministre du Travail.

M. le P<sup>t</sup>

Avant de statuer définitivement la Commission a délégué  
Messieurs le Ministre de vous entendre à nouveau.

Il y a chez un certain nombre de vous une opposition  
au principe de la loi qui consiste à revenir sur une décision  
de justice et à mettre à la charge du commerce et de  
l'industrie des suppléments de rente qui ~~ils~~ ne doivent  
pas.

Sur les modalités d'application l'accord se ferait aisément  
si vous parveniez à apaiser les scrupules qui se sont  
faits jour dans votre esprit sur ces deux points

M. le Ministre

Le vote de la Chambre a été unanime. Tout le monde  
reconnait qu'il est nécessaire de venir en aide aux  
victimes d'accidents du travail. Tout le monde a été  
liquidés antérieurement au mois d'avril 1920.

Les finances de l'Etat ne permettant pas de mettre cette dépense  
à la charge du budget, il faut demander ce sacrifice  
au commerce et à l'industrie. Le projet prévoit à  
cet effet la création d'un fonds spécial. Pour ce système  
juste le commerce et l'industrie ont, dans leur ensemble  
fait des bénéfices pendant la guerre, il est juste qu'ils  
viennent en aide à ceux qui ont souffert des  
hostilités.

M. le P<sup>t</sup>

Croyez-vous que la taxe prévue pour alimenter le  
fonds soit suffisante.

M. le Ministre

Oui les calculs ont été établis de façon précise.  
D'ailleurs la taxe peut être modifiée par décret chaque  
année.

M. Breuvenne-Martin

Les suppléments d'allocation sont-ils accordés à titre



définitif ou à titre provisoire ?

M le Ministre

à titre définitif - rien dans la loi ne leur donne un caractère provisoire

M le Président

Cela est très dangereux. Si les crédits de la vie s'améliorent il faudra diminuer les allocations.

M le Ministre

Le maximum d'allocation est de 720 fr. - Ce n'est pas une somme bien élevée et je ne crois pas que cela suffise en beaucoup l'augmentation permanente du coût de la vie. J'insiste vivement auprès de la Commission pour qu'elle veuille bien adopter la proposition de la Chambre. La loi est attendue avec impatience par les intéressés. Quant à ce que l'Etat prenne la défense à sa charge je considère cela comme impossible. Sur les principes mêmes de la proposition je ne pourrais apporter des solutions autres que celles qui ont été adoptées par la Chambre. Pour les détails d'application il y aurait peut-être quelques améliorations à apporter.

M le Ministre se retire

Le Président



9

Séance du Jeudi 28 Avril 1921

Présidence de M. Cordelet

Présents M. M. Cordelet, Gésard, Louriou, Duquair  
Excusés M. M. Courrégelouque et Benvenne Martin

M. le Président

Nous avons entendu M. le Ministre à notre dernière  
séance sur la proposition tendant à accorder des allocations  
temporaires aux victimes d'accidents du travail. J'avis  
que l'opinion de chacun est faite le moment est venu de  
déliberer et de prendre une décision.

Je propose de la formuler ainsi  
La Commission estime que la dépense qui résulterait  
des allocations temporaires ne peut être imputée aux  
chefs d'industrie et du commerce.

L'Etat a fait seul les frais de l'augmentation des  
retraites de ses petits retraités, des bénéficiaires de retraites pour  
la vieillesse et même des retraites ouvrières.

Il lui appartiendra en limitant la dépense aux  
catégories de personnes du travail suivant le degré  
de sa sollicitude en élevant par exemple à partir de  
60 % et au dessus le taux d'invalidité de 50 % proposé  
par la Commission des finances de la Chambre ce qui ramènerait  
le nombre des retraités de 23827 à 16.817 et la dépense à  
une dizaine de millions pour la première année.

M. le Président

Je vous demanderai de tenir compte des opinions  
de M. Courrégelouque opposé à la proposition et de M.  
Benvenne Martin favorable qui ont exprimé leur  
sentiments en séance. Assentiment.

Dans ces conditions la formule proposée par M. le  
Président est adoptée par 4 voix contre 2.

M. Louriou est désigné comme rapporteur.

Le Président

M. Cordelet



Séance du Mardi 26 Novembre 1921

Présidence de M. Cordellet

Présents M. M. Cordellet, Duquair, Luvron, Bienvenue Martin  
Andrien, Albert Gérard.

Examen du projet de loi créant des allocations temporaires  
en faveur de certains bénéficiaires de rentes ou de salaires d'accidents  
du travail.

M. Luvron donne lecture de son rapport qui est adopté.  
Le Président



Séance du Jeudi 28 novembre 1921.

Présidence de M. Cordélet

Présents M. M. Cordélet Duquain, Lemer, Breuveux  
Martini, Audruin.

Examen du projet de loi créant des allocations temporaires  
pour certains bénéficiaires de rentes, victimes d'accidents du travail.

Examen des amendements

Amendement de M. ~~W. Delbarron~~ Bouvens et Tournemont  
à l'art 1 ~~sup~~

Cet amendement est repoussé

L'art 1<sup>er</sup> de la loi est maintenu

L'art 2 est adopté avec le taux de 60% d'invalidité

Les autres articles sont adoptés.

Le Président



Séance du 23 Juin 1922

Pandanus de M. Ardelet.

Présents M. M. Ardelet, Breuven-Martin, Albert Grand  
Bignard Journe.

Examen de la loi instituant des allocations, en faveur  
de certaines catégories de bénéficiaires de rentes au titre de  
la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail

M. A. D.

Le projet nous revient de la Chambre avec le  
taux d'invalidité de 40%.

De plus elle a vu la Chambre a adopté un projet  
de résolution visant instant à voter d'urgence le  
projet et fixant le point de départ de la loi au  
1<sup>er</sup> juillet 1921

M. Journe.

J'ai rédigé un rapport consacrant un tiers  
transactionnel fixant le taux d'invalidité à 50%  
et le nombre de centimes additionnels à la patente  
à 100%.

M. Journe

donne lecture de ce rapport qui est adopté  
Le Président